

SIMONE WEIL

Écrits
historiques
et politiques

COLLECTION
ESPOIR



DIRIGÉE PAR
ALBERT CAMUS

Gallimard

ŒUVRES DE SIMONE WEIL

nrf

L'ENRACINEMENT.

LA CONNAISSANCE SURNATURELLE.

LETTRE A UN RELIGIEUX.

LA CONDITION OUVRIÈRE.

LA SOURCE GRECQUE.

OPPRESSION ET LIBERTÉ.

VENISE SAUVÉE.

ÉCRITS DE LONDRES *et* DERNIÈRES LETTRES.

ÉCRITS HISTORIQUES ET POLITIQUES.

★

Aux Editions de la Colombe :

ATTENTE DE DIEU.

INTUITIONS PRÉ-CHRÉTIENNES.

A la Librairie Plon :

LA PESANTEUR ET LA GRÂCE.

CAHIERS.

SIMONE WEIL

**Écrits
historiques
et politiques**

COLLECTION
ESPOIR



DIRIGÉE PAR
ALBERT CAMUS

Gallimard

*Il a été tiré de l'édition originale de cet ouvrage soixante
exemplaires sur vélin pur fil Lafuma-Navarre dont cinquante
exemplaires numérotés de 1 à 50 et dix, hors commerce, marqués
de A à J.*

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays, y compris la Russie.*

© 1960, Librairie Gallimard.

NÉ RECOMMENÇONS PAS LA GUERRE DE TROIE

(*Pouvoir des mots*)

(1937)

Nous vivons à une époque où la sécurité relative qu'apporte aux hommes une certaine domination technique sur la nature est largement compensée par les dangers de ruines et de massacres que suscitent les conflits entre groupements humains. Si le péril est si grave, c'est sans doute en partie à cause de la puissance des instruments de destruction que la technique a mis entre nos mains ; mais ces instruments ne partent pas tout seuls, et il n'est pas honnête de vouloir faire retomber sur la matière inerte une situation dont nous portons la pleine responsabilité. Les conflits les plus menaçants ont un caractère commun qui pourrait rassurer des esprits superficiels, mais qui, malgré l'apparence, en constitue le véritable danger ; *c'est qu'ils n'ont pas d'objectif définissable*. Tout au long de l'histoire humaine, on peut vérifier que les conflits sans comparaison les plus acharnés, sont ceux qui n'ont pas d'objectif. Ce paradoxe, une fois qu'on l'a aperçu clairement, est peut-être une des clefs de l'histoire ; il est sans doute la clef de notre époque.

Quand il y a lutte autour d'un enjeu bien défini, chacun peut peser ensemble la valeur de cet enjeu et les frais probables de la lutte, décider jusqu'où cela vaudra la peine de pousser l'effort ; il n'est même pas difficile en général de trouver un compromis qui vaille mieux, pour chacune des parties adverses, qu'une bataille même victorieuse. Mais quand une lutte n'a pas d'objectif, il n'y a plus de commune mesure, il n'y a plus de balance, plus de proportion, plus de comparaison possible ; un compromis n'est même pas concevable ; l'importance de la bataille se mesure alors unique-

ment aux sacrifices qu'elle exige, et comme, de ce fait même, les sacrifices déjà accomplis appellent perpétuellement des sacrifices nouveaux, il n'y aurait aucune raison de s'arrêter de tuer et de mourir, si par bonheur les forces humaines ne finissaient par trouver leur limite. Ce paradoxe est si violent qu'il échappe à l'analyse. Pourtant, tous les hommes dits cultivés en connaissent l'exemple le plus parfait ; mais une sorte de fatalité nous fait lire sans comprendre.

Les Grecs et les Troyens s'entre-massacrèrent autrefois pendant dix ans à cause d'Hélène. Aucun d'entre eux, sauf le guerrier amateur Pâris, ne tenait si peu que ce fût à Hélène ; tous s'accordaient pour déplorer qu'elle fût jamais née. Sa personne était si évidemment hors de proportion avec cette gigantesque bataille qu'aux yeux de tous elle constituait simplement le symbole du véritable enjeu ; mais le véritable enjeu, personne ne le définissait et il ne pouvait être défini, car il n'existait pas. Aussi ne pouvait-on pas le mesurer. On en imaginait simplement l'importance par les morts accomplies et les massacres attendus. Dès lors cette importance dépassait toute limite assignable. Hector pressentait que sa ville allait être détruite, son père et ses frères massacrés, sa femme dégradée par un esclavage pire que la mort ; Achille savait qu'il livrait son père aux misères et aux humiliations d'une vieillesse sans défense ; la masse des gens savait que leurs foyers seraient détruits par une absence si longue ; aucun n'estimait que c'était payer trop cher, parce que tous poursuivaient un néant dont la valeur se mesurait uniquement au prix qu'il fallait payer. Pour faire honte aux Grecs qui proposaient de retourner chacun chez soi, Minerve et Ulysse croyaient trouver un argument suffisant dans l'évocation des souffrances de leurs camarades morts. A trois mille ans de distance, on retrouve dans leur bouche et dans la bouche de Poincaré exactement la même argumentation pour flétrir les propositions de paix blanche. De nos jours, pour expliquer ce sombre acharnement à accumuler les ruines inutiles, l'imagination populaire a parfois recours aux intrigues supposées des congrégations économiques. Mais il n'y a pas lieu de chercher si loin. Les Grecs du temps d'Homère n'avaient pas de marchands d'airain organisés, ni de Comité de Forgerons. A vrai dire, dans l'esprit des contemporains d'Homère, le rôle que nous attribuons aux mystérieuses oligarchies économiques était tenu par les dieux de la mythologie grecque. Mais pour acculer les hommes aux catastrophes les plus absurdes, il n'est besoin ni de dieux ni de conjurations secrètes. La nature humaine suffit.

Pour qui sait voir, il n'y a pas aujourd'hui de symptôme plus angoissant que le caractère irréel de la plupart des conflits qui se font jour. Ils ont encore moins de réalité que le conflit entre les Grecs et les Troyens. Au centre de la guerre de Troie, il y avait du moins une femme, et qui plus est une femme parfaitement belle. Pour nos contemporains, ce sont des mots ornés de majuscules qui jouent le rôle d'Hélène. Si nous saisissons, pour essayer de le serrer, un de ces mots tout gonflés de sang et de larmes, nous le trouvons sans contenu. Les mots qui ont un contenu et un sens ne sont pas meurtriers. Si parfois l'un d'eux est mêlé à une effusion de sang, c'est plutôt par accident que par fatalité, et il s'agit alors en général d'une action limitée et efficace. Mais qu'on donne des majuscules à des mots vides de signification, pour peu que les circonstances y poussent, les hommes verseront des flots de sang, amoncelleront ruines sur ruines en répétant ces mots, sans pouvoir jamais obtenir effectivement quelque chose qui leur corresponde ; rien de réel ne peut jamais leur correspondre, puisqu'ils ne veulent rien dire. Le succès se définit alors exclusivement par l'écrasement des groupes d'hommes qui se réclament de mots ennemis ; car c'est encore là un caractère de ces mots, qu'ils vivent par couples antagonistes. Bien entendu, ce n'est pas toujours par eux-mêmes que de tels mots sont vides de sens ; certains d'entre eux en auraient un, si on prenait la peine de les définir convenablement. Mais un mot ainsi défini perd sa majuscule, il ne peut plus servir de drapeau ni tenir sa place dans les cliquetis des mots d'ordre ennemis ; il n'est plus qu'une référence pour aider à saisir une réalité concrète, ou un objectif concret, ou une méthode d'action. Eclaircir les notions, discréditer les mots congénitalement vides, définir l'usage des autres par des analyses précises, c'est là, si étrange que cela puisse paraître, un travail qui pourrait préserver des existences humaines.

Ce travail, notre époque y semble à peu près inapte. Notre civilisation couvre de son éclat une véritable décadence intellectuelle. Nous n'accordons à la superstition, dans notre esprit, aucune place réservée, analogue à la mythologie grecque, et la superstition se venge en envahissant sous le couvert d'un vocabulaire abstrait tout le domaine de la pensée. Notre science contient comme dans un magasin les mécanismes intellectuels les plus raffinés pour résoudre les problèmes les plus complexes, mais nous sommes presque incapables d'appliquer les méthodes élémentaires de la pensée raisonnable. En tout domaine nous semblons avoir perdu les notions essentielles de l'intelligence, les notions de limite, de

mesure, de degré, de proportion, de relation, de rapport, de condition, de liaison nécessaire, de connexion entre moyens et résultats. Pour s'en tenir aux affaires humaines, notre univers politique est exclusivement peuplé de mythes et de monstres ; nous n'y connaissons que des entités, que des absolus. Tous les mots du vocabulaire politique et social pourraient servir d'exemple. Nation, sécurité, capitalisme, communisme, fascisme, ordre, autorité, propriété, démocratie, on pourrait les prendre tous les uns après les autres. Jamais nous ne les plaçons dans des formules telles que : Il y a démocratie dans la mesure où..., ou encore : Il y a capitalisme pour autant que... L'usage d'expressions du type « dans la mesure où » dépasse notre puissance intellectuelle. Chacun de ces mots semble représenter une réalité absolue, indépendante de toutes les conditions, ou un but absolu, indépendant de tous les modes d'action, ou encore un mal absolu ; et en même temps, sous chacun de ces mots nous mettons tour à tour ou même simultanément n'importe quoi. Nous vivons au milieu de réalités changeantes, diverses, déterminées par le jeu mouvant des nécessités extérieures, se transformant en fonction de certaines conditions et dans certaines limites ; mais nous agissons, nous luttons, nous sacrifions nous-mêmes et autrui en vertu d'abstractions cristallisées, isolées, impossibles à mettre en rapport entre elles ou avec les choses concrètes. Notre époque soi-disant technicienne ne sait que se battre contre les moulins à vent.

Aussi n'y a-t-il qu'à regarder autour de soi pour trouver des exemples d'absurdités meurtrières. L'exemple de choix, ce sont les antagonismes entre nations. On croit souvent les expliquer en disant qu'ils dissimulent simplement des antagonismes capitalistes ; mais on oublie un fait qui pourtant crève les yeux, c'est que le réseau de rivalités et de complexités, de luttes et d'alliances capitalistes qui s'étend sur le monde, ne correspond nullement à la division du monde en nations. Le jeu des intérêts peut opposer entre eux deux groupements français, et unir chacun d'eux à un groupement allemand. L'industrie allemande de transformation peut être considérée avec hostilité par les entreprises françaises de mécanique ; mais il est à peu près indifférent aux compagnies minières que le fer de Lorraine soit transformé en France ou en Allemagne, et les vigneron, les fabricants d'articles de Paris et autres sont intéressés à la prospérité de l'industrie allemande. Ces vérités élémentaires rendent inintelligible l'explication courante des rivalités entre nations. Si l'on dit que le nationalisme recouvre toujours des appétits capitalistes, on devrait dire les appétits de

qui. Des Houillères ? De la grosse métallurgie ? De la construction mécanique ? De l'Electricité ? Du Textile ? Des Banques ? Ce ne peut être tout cela ensemble, car les intérêts ne concordent pas ; et si on a en vue une fraction du capitalisme, encore faudrait-il expliquer pourquoi cette fraction s'est emparée de l'Etat. Il est vrai que la politique d'un Etat coïncide toujours à un moment donné avec les intérêts d'un secteur capitaliste quelconque ; on a ainsi une explication passe-partout qui du fait même de son insuffisance s'applique à n'importe quoi. Etant donné la circulation internationale du capital, on ne voit pas non plus pourquoi un capitaliste rechercherait plutôt la protection de son propre Etat que d'un Etat étranger, ou exercerait plus difficilement les moyens de pression et de séduction dont il dispose sur les hommes d'Etat étrangers que sur ses compatriotes. La structure de l'Economie mondiale ne correspond à la structure politique du monde que pour autant que les Etats exercent leur autorité en matière économique ; mais aussi le sens dans lequel s'exerce cette autorité ne peut pas s'expliquer par le simple jeu des intérêts économiques. Quand on examine le contenu du mot : intérêt national, on n'y trouve même pas l'intérêt des entreprises capitalistes. « On croit mourir pour la patrie, disait Anatole France ; on meurt pour des industriels. » Ce serait encore trop beau. On ne meurt même pas pour quelque chose d'aussi substantiel, d'aussi tangible qu'un industriel.

L'intérêt national ne peut se définir ni par un intérêt commun des grandes entreprises industrielles, commerciales ou bancaires d'un pays, car cet intérêt commun n'existe pas, ni par la vie, la liberté et le bien-être des citoyens, car on les adjure continuellement de sacrifier leur bien-être, leur liberté et leur vie à l'intérêt national. En fin de compte, si on examine l'histoire moderne, on arrive à la conclusion que l'intérêt national, c'est pour chaque Etat la capacité de faire la guerre. En 1911 la France a failli faire la guerre pour le Maroc ; mais pourquoi le Maroc était-il si important ? A cause de la réserve de chair à canon que devait constituer l'Afrique du Nord, à cause de l'intérêt qu'il y a pour un pays, du point de vue de la guerre, à rendre son économie aussi indépendante que possible par la possession de matières premières et de débouchés. Ce qu'un pays appelle intérêt économique vital, ce n'est pas ce qui permet à ses citoyens de vivre, c'est ce qui lui permet de faire la guerre ; le pétrole est bien plus propre à susciter les conflits internationaux que le blé. Ainsi, quand on fait la guerre, c'est pour conserver ou pour accroître les moyens de la

faire. Toute la politique internationale roule autour de ce cercle vicieux. Ce qu'on nomme prestige national consiste à agir de manière à toujours donner l'impression aux autres pays qu'éventuellement on est sûr de les vaincre, afin de les démoraliser. Ce qu'on nomme sécurité nationale, c'est un état de choses chimérique où l'on conserverait la possibilité de faire la guerre en en privant tous les autres pays. Somme toute, une nation qui se respecte est prête à tout, y compris la guerre, plutôt que de renoncer à faire éventuellement la guerre. Mais pourquoi faut-il pouvoir faire la guerre ? On ne le sait pas plus que les Troyens ne savaient pourquoi ils devaient garder Hélène. C'est pour cela que la bonne volonté des hommes d'Etat amis de la paix est si peu efficace. Si les pays étaient divisés par des oppositions réelles d'intérêts, on pourrait trouver des compromis satisfaisants. Mais quand les intérêts économiques et politiques n'ont de sens qu'en vue de la guerre, comment les concilier d'une manière pacifique ? C'est la notion même de nation qu'il faudrait supprimer. Ou plutôt c'est l'usage de ce mot : car le mot national et les expressions dont il fait partie sont vides de toute signification, ils n'ont pour contenu que les millions de cadavres, les orphelins, les mutilés, le désespoir, les larmes.

Un autre exemple admirable d'absurdité sanglante, c'est l'opposition entre fascisme et communisme. Le fait que cette opposition détermine aujourd'hui pour nous une double menace de guerre civile et de guerre mondiale est peut-être le symptôme de carence intellectuelle le plus grave parmi tous ceux que nous pouvons constater autour de nous. Car si on examine le sens qu'ont aujourd'hui ces deux termes, on trouve deux conceptions politiques et sociales presque identiques. De part et d'autre, c'est la même mainmise de l'Etat sur presque toutes les formes de vie individuelle et sociale ; la même militarisation forcenée ; la même unanimité artificielle, obtenue par la contrainte, au profit d'un parti unique qui se confond avec l'Etat et se définit par cette confusion ; le même régime de servage imposé par l'Etat aux masses laborieuses à la place du salariat classique. Il n'y a pas deux nations dont la structure soit plus semblable que l'Allemagne et la Russie, qui se menacent mutuellement d'une croisade internationale et feignent chacune de prendre l'autre pour la Bête de l'Apocalypse. C'est pourquoi on peut affirmer sans crainte que l'opposition entre fascisme et communisme n'a rigoureusement aucun sens. Aussi la victoire du fascisme ne peut-elle se définir que par l'extermination des communistes, et la victoire du communisme que par l'extermination des fascistes. Il va de soi que dans

ces conditions, l'antifascisme et l'anticommunisme sont eux aussi dépourvus de sens. La position des antifascistes, c'est : Tout plutôt que le fascisme ; tout, y compris le fascisme sous le nom de communisme. La position des anticommunistes, c'est : Tout plutôt que le communisme ; tout, y compris le communisme sous le nom de fascisme. Pour cette belle cause, chacun, dans les deux camps, est résigné d'avance à mourir, et surtout à tuer. Pendant l'été de 1932, à Berlin, il se formait fréquemment dans la rue un petit attroupement autour de deux ouvriers ou petits bourgeois, l'un communiste, l'autre nazi, qui discutaient ensemble ; ils constataient toujours au bout d'un temps donné qu'ils défendaient rigoureusement le même programme, et cette constatation leur donnait le vertige, mais augmentait encore chez chacun d'eux la haine contre un adversaire si essentiellement ennemi qu'il restait ennemi en exposant les mêmes idées. Depuis, quatre années et demie se sont écoulées ; les communistes allemands sont encore torturés par les nazis dans les camps de concentration, et il n'est pas sûr que la France ne soit pas menacée d'une guerre d'extermination entre antifascistes et anticommunistes. Si une telle guerre avait lieu, la guerre de Troie serait un modèle de bon sens en comparaison ; car même si on admet avec un poète grec qu'il y avait seulement à Troie le fantôme d'Hélène, le fantôme d'Hélène est encore une réalité substantielle à côté de l'opposition entre fascisme et communisme.

L'opposition entre dictature et démocratie, qui s'apparente à celle entre ordre et liberté, est, elle au moins, une opposition véritable. Cependant elle perd son sens si on en considère chaque terme comme une entité, ce qu'on fait le plus souvent de nos jours, au lieu de le prendre comme une référence permettant de mesurer les caractéristiques d'une structure sociale. Il est clair qu'il n'y a nulle part ni dictature absolue, ni démocratie absolue, mais que l'organisme social est toujours et partout un composé de démocratie et de dictature, avec des degrés différents ; il est clair aussi que le degré de la démocratie se définit par les rapports qui lient les différents rouages de la machine sociale, et dépend des conditions qui déterminent le fonctionnement de cette machine ; c'est donc sur ces rapports et sur ces conditions qu'il faut essayer d'agir. Au lieu de quoi on considère en général qu'il y a des groupements humains, nations ou partis, qui incarnent intrinsèquement la dictature ou la démocratie, de sorte que selon qu'on est porté par tempérament à tenir surtout à l'ordre ou surtout à la liberté, on est obsédé du désir d'écraser les uns ou les autres de ces groupe-

ments. Beaucoup de Français croient de bonne foi par exemple qu'une victoire militaire de la France sur l'Allemagne serait une victoire de la démocratie. A leurs yeux, la liberté réside dans la nation française et la tyrannie dans la nation allemande, à peu près comme pour les contemporains de Molière une vertu dormitive résidait dans l'opium. Si un jour les nécessités dites « de la défense nationale » font de la France un camp retranché où toute la nation soit entièrement soumise à l'autorité militaire, et si la France ainsi transformée entre en guerre avec l'Allemagne, ces Français se feront tuer, non sans avoir tué le plus possible d'Allemands, avec l'illusion touchante de verser leur sang pour la démocratie. Il ne leur vient pas à l'esprit que la dictature a pu s'installer en Allemagne à la faveur d'une situation déterminée ; et que susciter pour l'Allemagne une autre situation qui rende possible un certain relâchement de l'autorité étatique serait peut-être plus efficace que de tuer les petits gars de Berlin et de Hambourg.

Pour prendre un autre exemple, si on ose exposer devant un homme de parti l'idée d'un armistice en Espagne, il répondra avec indignation, si c'est un homme de droite, qu'il faut lutter jusqu'au bout pour la victoire de l'ordre et l'écrasement des fauteurs d'anarchie ; il répondra avec non moins d'indignation, si c'est un homme de gauche, qu'il faut lutter jusqu'au bout pour la liberté du peuple, pour le bien-être des masses laborieuses, pour l'écrasement des oppresseurs et des exploités. Le premier oublie qu'aucun régime politique, quel qu'il soit, ne comporte de désordres qui puissent égaler de loin ceux de la guerre civile, avec les destructions systématiques, les massacres en série sur la ligne de feu, le relâchement de la production, les centaines de crimes individuels commis quotidiennement dans les deux camps du fait que n'importe quel voyou a un fusil en main. L'homme de gauche oublie de son côté que, même dans le camp des siens, les nécessités de la guerre civile, l'état de siège, la militarisation du front et de l'arrière, la terreur policière, la suppression de toute limitation à l'arbitraire, de toute garantie individuelle, suppriment la liberté bien plus radicalement que ne ferait l'accession au pouvoir d'un parti d'extrême droite ; il oublie que les dépenses de guerre, les ruines, le ralentissement de la production condamnent le peuple, et pour longtemps, à des privations bien plus cruelles que ne feraient ses exploités. L'homme de droite et l'homme de gauche oublient tous deux que de longs mois de guerre civile ont peu à peu amené dans les deux camps un régime presque

identique. Chacun des deux a perdu son idéal sans s'en apercevoir, en lui substituant une entité vide ; pour chacun des deux, la victoire de ce qu'il nomme encore son idée ne peut plus se définir que par l'extermination de l'adversaire ; et chacun des deux, si on lui parle de paix, répondra avec mépris par l'argument-massue, l'argument de Minerve dans Homère, l'argument de Poincaré en 1917 : « Les morts ne le veulent pas. »

★

Ce qu'on nomme de nos jours, d'un terme qui demanderait des précisions, la *lutte des classes*, c'est de tous les conflits qui opposent des groupements humains le mieux fondé, le plus sérieux, on pourrait peut-être dire le seul sérieux ; mais seulement dans la mesure où n'interviennent pas là des entités imaginaires qui empêchent toute action dirigée, font porter les efforts dans le vide, et entraînent le danger de haines inexpiables, de folles destructions, de tueries insensées. Ce qui est légitime, vital, essentiel, c'est la lutte éternelle de ceux qui obéissent contre ceux qui commandent, lorsque le mécanisme du pouvoir social entraîne l'écrasement de la dignité humaine chez ceux d'en bas. Cette lutte est éternelle parce que ceux qui commandent tendent toujours, qu'ils le sachent ou non, à fouler aux pieds la dignité humaine au-dessous d'eux. La fonction de commandement, pour autant qu'elle s'exerce, ne peut pas, sauf cas particuliers, respecter l'humanité dans la personne des agents d'exécution. Si elle s'exerce comme si les hommes étaient des choses, et encore sans aucune résistance, elle s'exerce inévitablement sur des choses exceptionnellement ductiles ; car l'homme soumis à la menace de mort, qui est en dernière analyse la sanction suprême de toute autorité, peut devenir plus maniable que la matière inerte. Aussi longtemps qu'il y aura une hiérarchie sociale stable, quelle qu'en puisse être la forme, ceux d'en bas devront lutter pour ne pas perdre tous les droits d'un être humain. D'autre part la résistance de ceux d'en haut, si elle apparaît d'ordinaire comme contraire à la justice, repose elle aussi sur des motifs concrets. D'abord des motifs personnels ; sauf le cas d'une générosité assez rare, les privilégiés répugnent à perdre une part de leurs privilèges matériels ou moraux. Mais aussi des motifs plus élevés. Ceux qui sont investis des fonctions de commandement se sentent la mission de défendre l'ordre indispensable à toute vie sociale, et ils ne conçoivent pas d'autre ordre possible que celui qui existe. Ils n'ont pas entièrement tort, car jusqu'à

ce qu'un autre ordre ait été en fait établi, on ne peut affirmer avec certitude qu'il sera possible ; c'est justement pourquoi il ne peut y avoir progrès social que si la pression d'en bas est suffisante pour changer effectivement les rapports de force, et contraindre ainsi à établir en fait des relations sociales nouvelles. La rencontre entre la pression d'en bas et la résistance d'en haut suscite ainsi continuellement un équilibre instable, qui définit à chaque instant la structure d'une société. Cette rencontre est une lutte, mais elle n'est pas une guerre ; elle peut se transformer en guerre dans certaines circonstances, mais il n'y a là aucune fatalité. L'Antiquité ne nous a pas seulement légué l'histoire des massacres interminables et inutiles autour de Troie, elle nous a laissé également l'histoire de l'action énergique et unanime par laquelle les plébéiens de Rome, sans verser une goutte de sang, sont sortis d'une condition qui touchait à l'esclavage et ont obtenu comme garantie de leurs droits nouveaux l'institution des tribuns. C'est exactement de la même manière que les ouvriers français, par l'occupation des usines, mais sans violences, ont imposé la reconnaissance de quelques droits élémentaires, et comme garantie de ces droits l'institution de délégués élus.



La Rome primitive avait pourtant sur la France moderne un sérieux avantage. Elle ne connaissait en matière sociale ni abstractions, ni entités, ni mots à majuscule, ni mots en isme ; rien de ce qui risque chez nous d'annuler les efforts les plus soutenus, ou de faire dégénérer la lutte sociale en une guerre aussi ruineuse, aussi sanglante, aussi absurde de n'importe quel point de vue que la guerre entre nations. On peut prendre presque tous les termes, toutes les expressions de notre vocabulaire politique, et les ouvrir ; au centre on trouvera le vide. Que peut bien vouloir dire par exemple le mot d'ordre, si populaire pendant les élections, de « lutte contre les trusts » ? Un trust, c'est un monopole économique placé aux mains de puissances d'argent, et dont elles usent non pas au mieux de l'intérêt public, mais de manière à accroître leur pouvoir. Qu'est-ce qu'il y a de mauvais là-dedans ? C'est le fait qu'un monopole sert d'instrument à une volonté de puissance étrangère au bien public. Or, ce n'est pas ce fait qu'on cherche à supprimer, mais le fait, indifférent en lui-même, que cette volonté de puissance est celle d'une oligarchie économique. On propose de substituer à ces oligarchies l'État, qui a lui aussi sa

volonté de puissance tout aussi étrangère au bien public ; encore s'agit-il pour l'Etat de puissance non plus économique mais militaire, et par suite bien plus dangereuse pour les braves gens qui aiment à vivre. Réciproquement, du côté bourgeois, que peut-on bien entendre par l'hostilité à l'étatisme économique, alors qu'on admet les monopoles privés, qui comportent tous les inconvénients économiques et techniques des monopoles d'Etat, et peut-être d'autres encore ? On pourrait faire une longue liste de mots d'ordre ainsi groupés deux par deux, et également illusoire. Ceux-là sont relativement inoffensifs, mais ce n'est pas le cas pour tous.

★

Ainsi que peuvent bien avoir dans l'esprit ceux pour qui le mot « capitalisme » représente le mal absolu ? Nous vivons dans une société qui comporte des formes de contrainte et d'oppression trop souvent écrasantes pour les masses d'êtres humains qui les subissent, des inégalités très douloureuses, quantité de tortures inutiles. D'autre part, cette société se caractérise, du point de vue économique, par certains modes de production, de consommation, d'échange, qui sont d'ailleurs en transformation perpétuelle et qui dépendent de quelques rapports fondamentaux entre la production et la circulation des marchandises, entre la circulation des marchandises et la monnaie, entre la monnaie et la production, entre la monnaie et la consommation. Cet ensemble de phénomènes économiques divers et changeants, on le cristallise arbitrairement en une abstraction impossible à définir, et on rapporte à cette abstraction, sous le nom de capitalisme, toutes les souffrances qu'on subit ou qu'on constate autour de soi. A partir de là, il suffit qu'un homme ait du caractère pour qu'il dévoue sa vie à la destruction du capitalisme, ou, ce qui revient au même, à la révolution ; car ce mot de révolution n'a aujourd'hui que cette signification purement négative.

Comme la destruction du capitalisme n'a aucun sens, du fait que le capitalisme est une abstraction, comme elle n'implique pas un certain nombre de modifications précises apportées au régime — de telles modifications sont traitées dédaigneusement de « réformes » — elle peut seulement signifier l'écrasement des capitalistes et plus généralement de tous ceux qui ne se déclarent pas contre le capitalisme. Il est apparemment plus facile de tuer, et même de mourir, que de se poser quelques questions bien simples, telles que celles-ci : les lois, les conventions, qui régissent

leurs yeux. Pour eux aussi, la conservation du régime capitaliste est une expression vide de sens, puisqu'ils ignorent ce qu'il faut conserver, sous quelles conditions, dans quelle mesure ; elle ne peut signifier pratiquement que l'écrasement de tous ceux qui parlent de la fin du régime. La lutte entre adversaires et défenseurs du capitalisme, cette lutte entre novateurs qui ne savent pas quoi innover et conservateurs qui ne savent pas quoi conserver, est une lutte aveugle d'aveugles, une lutte dans le vide, et qui pour cette raison même risque de tourner en extermination. On peut faire les mêmes remarques pour la lutte qui se déroule dans le cadre plus restreint des entreprises industrielles. Un ouvrier, en général, rapporte instinctivement au patron toutes les souffrances qu'il subit dans l'usine ; il ne se demande pas si dans tout autre système de propriété la direction de l'entreprise ne lui infligerait pas encore une partie des mêmes souffrances, ou bien peut-être des souffrances identiques, ou peut-être même des souffrances accrues ; il ne se demande pas non plus quelle part de ces souffrances on pourrait supprimer, en en faisant disparaître les causes, sans toucher au système de propriété actuel. Pour lui, la lutte « contre le patron » se confond avec la protestation irrépressible de l'être humain écrasé par une vie trop dure. Le patron, de son côté, se préoccupe avec raison de son autorité. Seulement le rôle de l'autorité patronale consiste exclusivement à indiquer les fabrications, coordonner au mieux les travaux partiels, contrôler, en recourant à une certaine contrainte, la bonne exécution du travail ; tout régime de l'entreprise, quel qu'il soit, où cette coordination et ce contrôle peuvent être convenablement assurés, accorde une part suffisante à l'autorité patronale. Pour le patron, cependant, le sentiment qu'il a de son autorité dépend avant tout d'une certaine atmosphère de soumission et de respect qui n'a pas nécessairement de rapport avec la bonne exécution du travail ; et surtout, quand il s'aperçoit d'une révolte latente ou ouverte parmi son personnel, il l'attribue toujours à quelques individus, alors qu'en réalité la révolte, soit bruyante, soit silencieuse, agressive ou refoulée par le désespoir, est inséparable de toute existence physiquement ou moralement accablante. Si, pour l'ouvrier, la lutte « contre le patron » se confond avec le sentiment de la dignité, pour le patron la lutte contre les « meneurs » se confond avec le souci de sa fonction et la conscience professionnelle ; dans les deux cas il s'agit d'efforts à vide, et qui par suite ne sont pas susceptibles d'être renfermés dans une limite raisonnable. Alors qu'on constate que les grèves qui se déroulent autour de revendi-

cations déterminées aboutissent sans trop de mal à un arrangement, on a pu voir des grèves qui ressemblaient à des guerres en ce sens que ni d'un côté ni de l'autre la lutte n'avait d'objectif ; des grèves où l'on ne pouvait apercevoir rien de réel ni de tangible, rien, excepté l'arrêt de la production, la détérioration des machines, la misère, la faim, les larmes des femmes, la sous-alimentation des enfants ; et l'acharnement de part et d'autre était tel qu'elles donnaient l'impression de ne jamais devoir finir. Dans de pareils événements, la guerre civile existe déjà en germe.

★

Si l'on analysait de cette manière tous les mots, toutes les formules qui ont ainsi suscité, au long de l'histoire humaine, l'esprit de sacrifice et la cruauté tout ensemble, on les trouverait tous sans doute pareillement vides. Pourtant, toutes ces entités avides de sang humain doivent bien avoir un rapport quelconque avec la vie réelle. Elles en ont un en effet. Il n'y avait peut-être à Troie que le fantôme d'Hélène, mais l'armée grecque et l'armée troyenne n'étaient pas des fantômes ; de même, si le mot de nation et les expressions dont il fait partie sont vides de sens, les différents Etats, avec leurs bureaux, leurs prisons, leurs arsenaux, leurs casernes, leurs douanes, sont bien réels. La distinction théorique entre les deux formes de régime totalitaire, fascisme et communisme, est imaginaire, mais en Allemagne, en 1932, il existait bien effectivement deux organisations politiques dont chacune aspirait au pouvoir total et par suite à l'élimination de l'autre. Un parti démocratique peut devenir peu à peu un parti de dictature, mais il n'en reste pas moins distinct du parti dictatorial qu'il s'efforce d'écraser ; la France peut, en vue de se défendre contre l'Allemagne, se soumettre à son tour à un régime totalitaire, l'Etat français et l'Etat allemand resteront néanmoins deux Etats distincts. Destruction et conservation du capitalisme sont des mots d'ordre sans contenu, mais des organisations sont groupées derrière ces mots d'ordre. A chaque abstraction vide correspond un groupement humain. Les abstractions dont ce n'est pas le cas restent inoffensives ; réciproquement les groupements qui n'ont pas sécrété d'entités ont des chances de n'être pas dangereux. Jules Romains a magnifiquement représenté cette espèce particulière de sécrétion quand il a mis dans la bouche de Knock la formule : « Au-dessus de l'intérêt du malade et de l'intérêt du médecin, il y a l'intérêt de la médecine. » C'est là un mot de comédie, sim-

plement parce qu'il n'est pas sorti encore des syndicats des médecins une entité de ce genre ; de pareilles entités procèdent toujours d'organismes qui ont pour caractère commun de détenir un pouvoir ou de viser au pouvoir. Toutes les absurdités qui font ressembler l'histoire à un long délire ont leur racine dans une absurdité essentielle, la nature du pouvoir. La nécessité qu'il y ait un pouvoir est tangible, palpable, parce que l'ordre est indispensable à l'existence ; mais l'attribution du pouvoir est arbitraire, parce que les hommes sont semblables ou peu s'en faut ; or elle ne doit pas apparaître comme arbitraire, sans quoi il n'y a plus de pouvoir. Le prestige, c'est-à-dire l'illusion, est ainsi au cœur même du pouvoir. Tout pouvoir repose sur des rapports entre les activités humaines ; mais un pouvoir, pour être stable, doit apparaître comme quelque chose d'absolu, d'intangible, à ceux qui le détiennent, à ceux qui le subissent, aux pouvoirs extérieurs. Les conditions de l'ordre sont essentiellement contradictoires, et les hommes semblent avoir le choix entre l'anarchie qui accompagne les pouvoirs faibles et les guerres de toutes sortes suscitées par le souci du prestige.

Traduites dans le langage du pouvoir, les absurdités énumérées ici cessent d'apparaître comme telles. N'est-il pas naturel que chaque Etat définisse l'intérêt national par la capacité de faire la guerre, puisqu'il est entouré d'autres Etats capables, s'ils le voient faible, de le subjuguier par les armes ? On ne voit pas de milieu entre tenir sa place dans la course à la préparation de la guerre, ou être prêts à subir n'importe quoi de la part d'autres Etats armés. Le désarmement général ne supprimerait cette difficulté que s'il était complet, ce qui est à peine concevable. D'autre part un Etat ne peut pas paraître faible devant l'étranger sans risquer de donner aussi à ceux qui lui obéissent la tentation de secouer un peu son autorité. Si Priam et Hector avaient rendu Hélène aux Grecs, ils auraient risqué de leur inspirer d'autant plus le désir de saccager une ville apparemment si mal préparée à se défendre ; ils auraient risqué aussi un soulèvement général à Troie ; non pas parce que la restitution d'Hélène aurait indigné les Troyens, mais parce qu'elle leur aurait donné à penser que les hommes auxquels ils obéissaient n'étaient pas tellement puissants. Si en Espagne l'un des deux camps donnait l'impression de désirer la paix, d'abord il encouragerait les ennemis, il en augmenterait la valeur offensive ; et puis il risquerait des soulèvements parmi les siens. De même, pour un homme qui n'est engagé ni dans le bloc anticommuniste ni dans le bloc antifasciste, le heurt de deux idéo-

logies presque identiques peut paraître ridicule ; mais dès lors que ces blocs existent, ceux qui se trouvent dans l'un des deux considèrent nécessairement l'autre comme le mal absolu, parce qu'il les écrasera s'ils ne sont pas les plus forts ; les chefs doivent de part et d'autre paraître prêts à écraser l'ennemi pour conserver leur autorité sur leurs troupes ; et quand ces blocs ont atteint une certaine puissance, la neutralité devient une position pratiquement presque intenable. De même encore lorsque dans une hiérarchie sociale quelconque ceux d'en bas craignent d'être totalement écrasés s'ils ne dépossèdent pas leurs supérieurs, et si les uns ou les autres deviennent alors assez forts pour n'avoir plus à craindre, ils ne résistent pas à l'ivresse de la puissance stimulée par la rancune. D'une manière générale, tout pouvoir est essentiellement fragile ; il doit donc se défendre, sans quoi comment y aurait-il dans la vie sociale un minimum de stabilité ? Mais l'offensive apparaît presque toujours, à tort ou à raison, comme l'unique tactique défensive, et cela de tous côtés. Il est naturel d'ailleurs que ce soient surtout les différends imaginaires qui suscitent des conflits inexpiables, parce qu'ils se posent uniquement sur le plan du pouvoir et du prestige. Il est peut-être plus facile à la France d'accorder à l'Allemagne des matières premières que quelques arpents de terre baptisés colonie, plus facile à l'Allemagne de se passer de matières premières que du mot de colonie. La contradiction essentielle à la société humaine, c'est que toute situation sociale repose sur un équilibre de forces, un équilibre de pressions analogue à l'équilibre des fluides ; mais les prestiges, eux, ne s'équilibrent pas, le prestige ne comporte pas de limites, toute satisfaction de prestige est une atteinte au prestige ou à la dignité d'autrui. Or le prestige est inséparable du pouvoir. Il semble qu'il y ait là une impasse dont l'humanité ne puisse sortir que par miracle. Mais la vie humaine est faite de miracles. Qui croirait qu'une cathédrale gothique pût tenir debout, si on ne le constatait tous les jours ? Puisque en fait il n'y a pas toujours guerre, il n'y a pas impossibilité à ce qu'il y ait indéfiniment la paix. Un problème posé avec toutes ses données réelles est bien près d'être résolu. On n'a encore jamais posé ainsi le problème de la paix internationale et civile.

★

C'est le nuage des entités vides qui empêche non seulement d'apercevoir les données du problème, mais même de sentir qu'il y

a un problème à résoudre et non une fatalité à subir. Elles stupéfient les esprits ; non seulement elles font mourir, mais, ce qui est infiniment plus grave, elles font oublier la valeur de la vie. La chasse aux entités dans tous les domaines de la vie politique et sociale est une œuvre urgente de salubrité publique. Ce n'est pas une chasse facile ; toute l'atmosphère intellectuelle de notre époque favorise la floraison et la multiplication des entités. On peut se demander si en réformant les méthodes d'enseignement et de vulgarisation scientifique, et en chassant la superstition grossière qui s'y est installée à la faveur d'un vocabulaire artificiel, en rendant aux esprits le bon usage des locutions du type dans la mesure où, pour autant que, à condition que, par rapport à, en discréditant tous les raisonnements vicieux qui reviennent à faire admettre qu'il y a dans l'opium une vertu dormitive, on ne rendrait pas à nos contemporains un service pratique de premier ordre. Une élévation générale du niveau intellectuel favoriserait singulièrement tout effort d'éclaircissement pour dégonfler les causes imaginaires de conflit. Certes nous ne manquons pas de gens pour prêcher l'apaisement dans tous les domaines ; mais en général ces sermons ont pour objet non d'éveiller les intelligences et d'éliminer les faux conflits, mais d'endormir et d'étouffer les conflits réels. Les beaux parleurs qui, en déclamant sur la paix internationale, comprennent par cette expression le maintien indéfini du *statu quo* au profit exclusif de l'Etat français, ceux qui, en recommandant la paix sociale, entendent conserver les privilèges intacts ou du moins subordonner toute modification au bon vouloir des privilégiés, ceux-là sont les ennemis les plus dangereux de la paix internationale et civile. Il ne s'agit pas d'immobiliser artificiellement des rapports de force essentiellement variables, et que ceux qui souffrent chercheront toujours à faire varier ; il s'agit de discriminer l'imaginaire et le réel pour diminuer les risques de guerre sans renoncer à la lutte, dont Héraclite disait qu'elle est la condition de la vie.

TABLE

Note de l'éditeur.....	7
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE

Quelques réflexions sur les origines de l'hitlérisme (1939-1940)	11
Rome et l'Albanie (1939).....	61
Réflexions sur la barbarie (fragments) (1939 ?).....	63
L'agonie d'une civilisation vue à travers un poème épique (1941 ? 1942 ?)	66
En quoi consiste l'inspiration occitanienne ? (1941 ? 1942 ?).....	75
Un soulèvement prolétarien à Florence au xiv ^e siècle (1934).....	85
Ebauches de lettres (1938 ? 1939 ?).....	102
Conditions d'une révolution allemande (1932).....	117
Premières impressions d'Allemagne (1932).....	124
L'Allemagne en attente (1932).....	126
La grève des transports à Berlin (1932).....	143
La situation en Allemagne (1932-1933).....	146
Sur la situation en Allemagne (1933).....	195
Quelques remarques sur la réponse de la M.O.R. (1933).....	197
Le rôle de l'U.R.S.S. dans la politique mondiale (1933).....	203
Journal d'Espagne (1936).....	209
Fragment (1936 ?).....	217
Réflexions pour déplaire (1936 ?).....	218
Lettre à Georges Bernanos (1938 ?).....	220

DEUXIÈME PARTIE

POLITIQUE

I. — GUERRE ET PAIX.....	227
Réflexions sur la guerre (1933).....	229
Fragment sur la guerre révolutionnaire (fin 1933).....	240
Encore quelques mots sur le boycottage fin 1933 ? début 1934 ? (fragment).....	242
Réponse à une question d'Alain (1936 ?).....	244
Faut-il graisser les godillots ? (1936).....	248
La politique de neutralité et l'Assistance mutuelle (1936)..	250
Non-intervention généralisée (1936 ? 1937 ?).....	252
Ne recommençons pas la guerre de Troie (1937).....	256
L'Europe en guerre pour la Tchécoslovaquie (1938).....	273
Réflexions sur la conférence de Bouché (1938).....	279
Lettre à G. Bergery (1938).....	283
Désarroi de notre temps (1939 ?).....	290
Fragment (1939 ?).....	292
Réflexions en vue d'un bilan (1939 ?).....	296
Fragment (1939 ?).....	313
Fragment (après juin 1940).....	315
II. — FRONT POPULAIRE.....	317
Quelques méditations concernant l'économie (1937 ?).....	319
Méditations sur un cadavre (1937).....	324
III. — COLONIES.....	329
Le Maroc, ou la prescription en matière de vol (1937)....	331
Le sang coule en Tunisie (1937).....	336
Qui est coupable des menées antifrançaises ? (1938 ?)....	339
« Ces membres palpitants de la patrie... » (1938).....	344
Les nouvelles données du problème colonial dans l'empire français (1938).....	351
Fragment (1938-1939 ?).....	357
Fragment (1938-1939 ?).....	359
Lettre à Jean Giraudoux (fin 1939 ? 1940 ?).....	361
A propos de la question coloniale, dans ses rapports avec le destin du peuple français (1943).....	364

APPENDICE (Ebauches et variantes).....	379
Un petit point d'histoire (1939).....	381
Note sur les récents événements d'Allemagne (1932).....	383
La situation en Allemagne (1933).....	386
Quelques remarques sur la réponse de la M.O.R. (1933)..	390
Réflexions pour déplaire (1936 ?).....	392
Quelques réflexions concernant l'honneur et la dignité nationale (1936 ?).....	394
Réponse au questionnaire d'Alain (1936 ?).....	396
Progrès et production (fragment) (1937 ?).....	398
Esquisse d'une apologie de la banqueroute (1937 ?).....	400
Méditation sur un cadavre (1937).....	403
Les nouvelles données du problème colonial dans l'empire français (1938).....	408

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN MARS 1960 PAR
EMMANUEL GREVIN et FILS
A LAGNY-SUR-MARNE

*Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1960.
N° d'Ed. 7362. — N° d'Imp. 6020.*

Imprimé en France.



SIMONE WEIL

Écrits historiques et politiques

Les écrits de Simone Weil réunis ici en volume pour la première fois comportent des articles, parus principalement dans des revues syndicales et politiques, des lettres, des fragments de textes, des notes, des passages de Journal.

L'Éditeur les a divisés en écrits historiques et écrits politiques. Par une démarche d'esprit commune chez Simone Weil, et due à la coexistence de vastes connaissances et d'un esprit très fécond, les textes *historiques* ont souvent pour point de départ des sujets contemporains (Hitler, l'U.R.S.S., la guerre d'Espagne) et les textes *politiques*, des parallèles entre l'actualité et l'Histoire.

Les uns et les autres, rédigés de 1932 à 1943, constitueront un recueil important dans la bibliographie de Simone Weil. On y suit, à la trace pour ainsi dire, l'évolution de cet esprit ferme, généreux, ouvert, unique dans la littérature philosophique contemporaine de notre pays.

La collection "Espoir" comprend trois séries :
œuvres d'imagination, essais philosophiques, chroniques.

déjà paru

ŒUVRES D'IMAGINATION

BERTRAND D'ASTORG
Quatre Élégies de Printemps

COLETTE AUDRY
On joue perdant

J. BLOCH-MICHEL
Le Témoin

J.-L. BOST
Le Dernier des Métiers

RENÉ CHAR
Feuillets d'Hypnos
Lettera Amorosa

JEAN DANIEL
L'Erreur

GEORGETTE HENRY
Permis de Séjour

VIOLETTE LEDUC
L'Asphyxie

THÉRÈSE MILHAUD
Le Même Bateau

JEAN SÉNAC
Poèmes

ESSAIS PHILOSOPHIQUES

ROGER GRENIER
Le Rôle d'Accusé

ÉMILE SIMON
Une Métaphysique tragique

SIMONE WEIL
L'Enracinement
La Connaissance surnaturelle
Lettre à un Religieux

Écrits de Londres - Dernières Lettres

Écrits historiques et politiques

BRICE PARAIN
L'Embarras du Choix

RENÉ MÉNARD
La Condition poétique

La Condition ouvrière
La Source grecque
Oppression et Liberté

CHRONIQUES

Tu peux tuer cet homme...

Textes choisis, traduits et présentés par Lucien Feuillade et Nicolas Lazarévitch
Avertissement de Brice Parain

Dans la série des chroniques, paraîtront des écrits anonymes.

15 NF + t.l.

1.500 fr.